COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DOCUMENTATION

# COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

**FLASH NEWS**
**01/25**

## APERÇU DU 06/01 AU 14/02

### FR / A.C. c. FRANCE

**Droit au respect de la vie privée - Accueil d'un mineur non accompagné - Contestation de sa minorité par les autorités - Renversement de la présomption de minorité dans des conditions concrètes ayant privé l'intéressé de garanties procédurales suffisantes**

**Violation** de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la CEDH.
**Non-violation** de l'article 13 (droit à un recours effectif) combiné à l'article 8 de la CEDH.

L'affaire concerne un ressortissant guinéen qui s'est déclaré mineur en situation d'isolement à son arrivée sur le territoire français et qui se plaint de ne pas avoir bénéficié, en raison de la contestation de sa minorité par les autorités internes, de la prise en charge prévue par les dispositions liées à la protection de l'enfance.

La Cour EDH relève que tout au long du processus de détermination de son âge, le requérant a pu effectivement bénéficier, dans le respect de la présomption de minorité, d'un accueil provisoire d'urgence. Les résultats des examens administratifs et médicaux ont conduit à renverser la présomption de minorité et, en conséquence, à mettre fin à la protection du requérant en qualité de mineur non accompagné avant que sa minorité ne soit finalement reconnue par l'autorité judiciaire. Après avoir relevé l'existence d'un cadre juridique interne comportant en principe les garanties procédurales minimales requises, la Cour EDH considère qu'en raison, dans le cas d'espèce, de lacunes dans les informations, à la fois incomplètes et imprécises, qui ont été portées à la connaissance du requérant alors que sa minorité était en cause, la présomption de minorité dont il bénéficiait a été renversée dans des conditions qui l'ont privé de garanties procédurales suffisantes. Elle en conclut que, dans les circonstances de l'espèce, les autorités compétentes n'ont pas agi avec la diligence raisonnable et qu'elles ont manqué à leur obligation positive de garantir le droit du requérant au respect de sa vie privée.

Arrêt du 16.01.2025 (requête n° 15457/20) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)

### IT / CANNAVACCIUOLO ET AUTRES c. ITALIE

**Droit à la vie - Obligations positives de l'État - Manquement à l'obligation de réagir avec diligence au phénomène de pollution systématique, persistante, généralisée et à grande échelle - Irrecevabilité en ce qui concerne les associations requérantes et les requérants individuels ne résidant pas dans les communes officiellement reconnues comme touchées**

**Violation** de l'article 2 (droit à la vie) de la CEDH.

L'affaire concerne le déversement, l'enfouissement et l'incinération de déchets sur des terrains privés, souvent par des groupes criminels organisés, dans les parties de la région de Campanie connues sous le nom de *Terra dei Fuochi* (« Terre des feux »), où résident environ 2,9 millions de personnes. Des taux accrus de cancer et de pollution des eaux souterraines ont été observés dans la zone concernée.

La Cour EDH a déclaré irrecevables les griefs des associations requérantes (ratione personae, étant donné qu'elles ne sont pas des victimes directement concernées, le critère n'étant applicable que dans le contexte très spécifique du changement climatique), ainsi que ceux de certains des requérants individuels, notamment ceux qui ne résident pas dans une commune inscrite sur la liste officielle des communes touchées (incompatibilité ratione personae).

En ce qui concerne les autres requérants, la Cour EDH juge en particulier que, alors même qu'il avait connaissance du problème depuis de nombreuses années, l'État italien n'a pas répondu à cette situation d'une telle gravité avec la diligence et la célérité requises, en particulier s'agissant d'évaluer le problème, de l'empêcher de se poursuivre et de communiquer avec la population touchée.

Arrêt du 30.01.2025 (requêtes nos 51567/14 et 3 autres) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)



**FR / H.W. c. FRANCE**

**Droit au respect de la vie privée et familiale - Divorce pour faute prononcé aux torts exclusifs de la requérante pour ne pas avoir accompli son devoir conjugal en ayant refusé d'avoir des relations intimes avec son époux - Marge d'appréciation étroite - Devoir conjugal n'incluant pas le consentement aux relations sexuelles**

**Violation** de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) de la CEDH.

L'affaire concerne un divorce pour faute, prononcé aux torts exclusifs de la requérante au motif qu'elle avait cessé d'avoir des relations intimes avec son conjoint. La requérante ne se plaint pas du divorce, qu'elle demandait également, mais des motifs pour lesquels il a été prononcé. La Cour EDH constate que le « devoir conjugal », tel qu'il est énoncé dans l'ordre juridique interne et qu'il a été réaffirmé dans la présente affaire, ne prend nullement en considération le consentement aux relations sexuelles. Le refus de se soumettre au devoir conjugal peut, dans les conditions prévues à l'article 242 du code civil, être considéré comme une faute, justifiant le prononcé du divorce. Il peut, en outre, entraîner des conséquences pécuniaires et fonder une action indemnitaire dans certaines circonstances.

La Cour EDH en déduit que l'existence même d'une telle obligation matrimoniale est à la fois contraire à la liberté sexuelle, au droit de disposer de son corps et à l'obligation positive de prévention qui pèse sur les États contractants en matière de lutte contre les violences domestiques et sexuelles.

Dans la présente affaire, la Cour EDH n'identifie aucune raison propre à justifier l'ingérence des pouvoirs publics dans le champ de la sexualité. Elle relève que le conjoint de la requérante avait la possibilité de demander le divorce pour altération définitive du lien conjugal à titre principal et non à titre subsidiaire comme il le fit en l'espèce. La Cour EDH en conclut que la réaffirmation du devoir conjugal et le prononcé du divorce aux torts exclusifs de la requérante ne reposaient pas sur des motifs pertinents et suffisants et que les juridictions internes n'ont pas ménagé un juste équilibre entre les intérêts concurrents en jeu.

Arrêt du 23.01.2025 (requête n° 13805/21) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)
Résumé juridique (FR / EN)

## AUTRES INFORMATIONS

**La Cour EDH instaure un Conseil d'éthique**

Le 16 décembre 2024, la Cour EDH avait décidé de mettre en place un Conseil d'éthique chargé de conseiller le président de la Cour EDH sur les questions d'éthique judiciaire. La Cour plénière a décidé que son président aurait désormais la possibilité de consulter un Conseil d'éthique chaque fois qu'il estimera que cela est nécessaire pour donner à un juge qui en fait la demande des orientations sur le respect des normes éthiques dans une situation donnée.

Le Conseil d'éthique sera compétent pour donner des orientations concernant les juges en exercice, les juges ad hoc et les anciens juges. Des orientations pourront également être données concernant la Cour EDH elle-même en tant qu'institution. Le Conseil d'éthique sera composé de cinq membres : le plus ancien vice-président de la Cour EDH, le plus ancien président de section et les trois plus anciens juges en exercice.

Communiqué de presse (FR / EN)
Résolution de la Cour EDH (FR / EN)